

Septembre 2021

pbi
making space for peace

DISCUSSION AVEC
UNE ANCIENNE
VOLONTAIRE
ET UNE ACTUELLE :

Regards croisés sur une mission au Guatemala

facing **PEACE** PBI

Anuja Pathak accompagne des membres du Bufete Jurídico de Derechos Humanos à l'audience du tribunal dans l'affaire «Diario Militar». Guatemala City, 2021.

Anuja Pathak est arrivée au Guatemala en mars dernier pour commencer une mission auprès de PBI. Marlyse Gehret a été l'une des premières volontaires suisses à partir sur le terrain.

C'était au Guatemala en 1987–88 en pleine guerre civile. Dans le cadre des 40 ans de PBI, elles se sont rencontrées, virtuellement, afin d'échanger et de comparer leurs expériences respectives.

Pourquoi avoir choisi de partir avec PBI ?

Anuja : Je travaillais alors au Liban lorsque j'ai découvert PBI. Cette notion de soutenir et d'accompagner au lieu d'aider m'a beaucoup plu et semblait mieux correspondre à mes attentes.

Marlyse : Je suis infirmière de formation et je rendais visite à une amie qui devait ouvrir un dispensaire en Équateur grâce au soutien d'une organisation suisse. Toutefois un autre dispensaire existait déjà à 500m de là. Le matériel et le financement étaient suisses. Cela me paraissait une forme d'aide peu appropriée. J'avais envie d'être impliquée car c'est difficile de voyager uniquement en tant que spectatrice. Lors de mon voyage, je suis passée par le Guatemala et j'ai adoré ce pays. De retour en Suisse, j'ai découvert PBI à travers une soirée d'info et j'ai tout de suite aimé le concept d'accompagnement.

Comment se passe la sécurité sur le terrain ?

Anuja : C'est très différent avec le contexte actuel de pandémie vu que les occasions d'aller sur le terrain sont encore très limitées. Il y a beaucoup de cas ici au Guatemala, d'ailleurs un défenseur que PBI accompagne est décédé du Covid-19 il y a une semaine. De plus, les mesures pour contrer la pandémie manquent de cohérence; actuellement les masques sont obligatoires partout,

mais uniquement dans la capitale. Le virus semble ne pas exister au-delà. La situation est aussi empirée par l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi polémique (« Ley de ONG »), laquelle impose des restrictions, des contrôles et des sanctions aux organisations et pourrait avoir de graves répercussions, comme de radier une ONG si le gouvernement estime qu'elle viole l'ordre public.

Marlyse : Est-ce que vous êtes surveillés ? Au téléphone ou à la maison ? Je me souviens qu'il y avait un camion de réparation qui restait toujours devant la maison. Nos lignes de téléphone étaient sur écoute. Il fallait sans arrêt être sur ses gardes ; si on engageait la discussion avec nous dans le bus, on disait qu'on était des touristes. On ne faisait confiance à personne et on sentait une surveillance omniprésente et constante.

Anuja : PBI réalise des accompagnements auprès des avocats du Bufete Jurídico de Derechos Humanos dans le cadre de l'affaire du « Diario Militar » (NB : qui juge des anciens militaires pour des crimes contre l'humanité, assassinats et disparitions forcées). Ce procès revêt une grande importance dans tout le pays. Depuis que nous avons commencé ces accompagnements, je ressens qu'il y a plus de surveillance qu'auparavant.

Anuja Pathak dans la capitale du Guatemala, 2021.





Marlyse Gehret accompagne des militant·e·s de retour au Guatemala après plusieurs années d'exil. Guatemala, 1987.



Marlyse Gehret aujourd'hui.

À quoi ressemblent les accompagnements ?

Marlyse : La grande particularité à l'époque c'est que nous étions 8–10 volontaires « long terme » (pour 12 mois) mais il y avait aussi des volontaires « court terme ». Ces personnes venaient pour des périodes de 15 à 28 jours, ce qui impliquait beaucoup de rotations. Étant également moins préparées, certaines étaient très effrayées, et deux ont même dû rentrer chez elles. Mais il y avait néanmoins un gros avantage avec ce système : ces nombreux·euses volontaires faisaient un solide travail de lobbying à leur retour.

Anuja : Depuis que je suis arrivée, nous ne faisons que peu d'accompagnements physiques à cause du Covid-19 et réalisons beaucoup d'accompagnements par téléphone. La plupart des urgences proviennent des communautés rurales mais nous ne pouvons pas y accéder physiquement donc cela doit se régler depuis le bureau. Par contre, nous assistons à beaucoup d'audiences de personnes défenseuses criminalisées. Nous facilitons aussi de nombreux ateliers de formation en format virtuel. Le dernier portait sur la sécurité digitale et a été suivi par une cinquantaine de personnes défenseuses.

Marlyse : Il y a une grande différence avec la technologie et l'accès à l'information – à l'époque nous n'avions pas de téléphones portables. Un jour, on se trouvait dans une communauté paysanne isolée dans le département de Quiché lorsqu'il y a eu une tentative de coup d'État dans la capitale. Nous avons appris la nouvelle

par la communauté mais c'était ensuite extrêmement difficile de trouver un endroit pour pouvoir passer un coup de téléphone afin de contacter notre équipe.

Qu'est-ce que vous appréciez le plus dans votre mission ? Quel est le plus grand défi ?

Marlyse : Le sens ! J'étais encore jeune mais ce que je faisais avait énormément de sens, c'était une activité vitale. Quant au plus difficile, c'était d'une part la vie en communauté à 4 dans une chambre et, d'autre part, d'appliquer la prise de décision par consensus – qui s'avère un long processus.

Anuja : Oui en effet ! Le consensus est toujours appliqué ; nos réunions d'équipe les dimanches peuvent durer de 8h le matin jusqu'à 15h.

Marlyse : Mais cela fait partie de PBI. J'ai beaucoup appris avec cette manière de prendre des décisions même si parfois c'était effectivement très long et compliqué.

Anuja : Pour moi, le plus difficile c'est l'intensité : le fait qu'il n'y ait jamais de repos, que chaque semaine soit différente, de ne pas avoir de routine possible – comme avoir des activités régulières à l'extérieur par exemple – et de devoir constamment faire face à l'imprévu. Les points forts, ce sont sans hésitation les accompagnements, les opportunités de voyager dans le pays, ainsi que de vivre des expériences surprenantes et uniques.

VOLONTAIRES EN MISSION À L'ÉTRANGER

peacebrigades.ch



“ Lors de mon séjour à Gulariya, nous avons eu le sentiment de faire partie de cette petite communauté, en travaillant étroitement avec les organisations partenaires locales, mais aussi en rencontrant parfois la police pour prendre le thé et les samosas. C'était un agréable sentiment d'appartenance et de création de dialogues. ”

ROMAN GNÄGI
NÉPAL 2011–2012



“ Ce qui m'a le plus marquée c'est l'engagement et la persévérance des membres du Centro de Derechos Humanos Paso del Norte qui, malgré les obstacles et le poids émotionnel de leur travail, conservaient une joie de vivre et une humanité contagieuses. ”

MANON YARD
MEXIQUE 2014–2015





Philippe Beck (2ème depuis la droite) en mission en tant que formateur PBI pour la non-violence en Haïti.



Philippe Beck aujourd'hui.

PHILIPPE BECK

« Locomotive d'un mouvement innovant »

Le lundi 21 juin, PBI Suisse se rendait à Morges pour interviewer Philippe Beck, co-fondateur puis coordinateur du bureau romand de PBI pendant 10 ans (1983-93). Il est revenu avec nostalgie sur les débuts de l'organisation en Suisse, les principales préoccupations de ses pionniers·ères, ainsi que sur les raisons de son engagement envers les valeurs de PBI.

Philippe Beck s'est intéressé à PBI alors qu'il travaillait comme secrétaire au Centre Martin Luther King (aujourd'hui Centre pour l'Action Non-Violente à Lausanne). Le fait que l'intervention pour protéger les défenseurs·euses des droits humains soit précoce et qu'il soit possible d'agir en amont avant que les personnes accompagnées par PBI ne soient arrêtées ou attaquées était pour lui un élément crucial dans sa volonté de développer davantage l'organisation. En outre, son militantisme pour la non-violence qui était en cohérence avec les valeurs de PBI a contribué à le convaincre de fonder PBI Suisse romande.

À la différence de nombreuses personnes qui se sont engagées au sein de PBI Suisse, Philippe Beck n'a pas été volontaire sur le terrain, même s'il s'est rendu à deux reprises en Haïti dans les années 90 pour soutenir PBI en tant que formateur à la non-violence.

Dans son récit, on pouvait percevoir une pointe de regret de n'avoir pas servi comme volontaire, vite remplacée par la fierté d'avoir pu être « conducteur de locomotive » d'un mouvement novateur protecteur des personnes défenseuses des droits humains. En utilisant le Centre Martin Luther King comme plateforme de promotion du travail de PBI, Philippe Beck a par ailleurs participé à l'établissement du réseau d'urgence de PBI en Suisse, afin de pouvoir faire appel notamment à des personnes influentes au niveau politique en cas de nécessité. Ce disposi-

« Pour les 40 ans de l'organisation, mon souhait est que PBI se développe dans une trentaine de pays et non pas uniquement dans huit pays comme c'est le cas aujourd'hui ».

tif a permis à PBI de sortir de plusieurs situations délicates. Par exemple, au Salvador à la fin des années 80 (lorsque la guerre civile faisait rage) le gouvernement a expulsé l'organisation du pays. Grâce à l'usage de ses différents réseaux d'urgence et à un travail de diplomatie intense, l'équipe de PBI a pu revenir au Salvador.

« Grâce à nos contacts privilégiés avec des organisations de défense des droits humains nous avons pu assister à la création de plusieurs autres organisations similaires dans les quartiers informels de Nairobi. Cela m'a donné l'impression d'assister à la naissance progressive d'un mouvement social d'une ampleur historique ! »

JOHAN JAQUET
KENYA 2018



« L'une des choses qui m'a le plus marquée lors de ma mission était le courage des personnes défenseuses et leur volonté de tout donner pour les droits humains et la paix dans le pays. Le fait que, malgré tout, elles pouvaient toujours être très heureuses et célébrer la vie. »

CLAUDIA MARTI
COLOMBIE 2001-2002



Bien que PBI soit déjà active dans plusieurs pays dans les années 80, l'organisation ne s'est consolidée que progressivement. En Suisse, Marlyse Gehret et Lotti Buser l'ont mis en place en 1988 après leur mission au Guatemala et l'organisation en Suisse romande s'est graduellement autonomisée du Centre Martin Luther King. En 1989, Philippe Beck, Marlyse Gehret, Lotti Buser et Ueli Wildberger ont finalement créé le Comité de PBI Suisse avec deux structures indépendantes : PBI Suisse (allemande) à Zurich et PBI Suisse romande à la Chaux-de-Fonds.

Au-delà des aspects liés à la création de PBI Suisse, Philippe Beck a aussi évoqué les principales préoccupations qui existaient à ses débuts. Outre le recrutement de volontaires et la recherche de fonds, il existait de nombreuses inquiétudes et réflexions quant à la structure de l'organisation, au transfert de compétences des premiers volontaires aux personnes leur succédant mais aussi vis-à-vis du mandat de PBI en raison du fonctionnement par consensus de l'organisation. Ainsi, par exemple, l'accompagnement de policiers en Haïti, qui consistait en une formation à propos de la non-violence, a fait débat et la nécessité de respecter les principes d'impartialité et d'indépendance tout en faisant preuve de bon sens a été soulevée.

La rencontre avec Philippe Beck a été une opportunité pour PBI Suisse d'effectuer un retour aux sources en se remémorant avec nostalgie les premiers pas de l'organisation. Après 40 ans d'existence, le travail de PBI semble toujours aussi nécessaire dans de nombreux pays et Philippe Beck s'exprimait d'ailleurs à ce sujet : « Pour les 40 ans de l'organisation, je souhaite que PBI se développe encore dans une trentaine de pays et ne reste pas uniquement dans les huit pays où elle est présente aujourd'hui ».

Philippe Beck (1952) est un mathématicien de formation puis informaticien, il est devenu secrétaire associatif dans plusieurs mouvements non-violents successifs (Centre Martin Luther King et Eirene International). Il est par la suite devenu formateur d'adultes et co-fondateur du bureau romand de PBI. Sur le terrain, Philippe Beck s'est engagé en dispensant des formations à la non-violence, notamment pour PBI en Haïti en 1996 et en 1999. À l'origine de son militantisme, deux événements : son implication dans le comité de soutien au peuple Sahraoui et l'initiative « pour un authentique service civil » (1977-84).

“ J’ai découvert PBI lors d’une conférence donnée par un ancien volontaire du Guatemala. J’ai d’abord été impressionnée, puis je suis devenue enthousiaste et j’ai passé du temps à étudier les principes de base, les possibilités et les limites de l’organisation. Pour moi, ce fut un travail passionnant, significatif, diversifié et durable. ”

URSULA RÄTZ
EL SALVADOR 1991-1992



FÊTONS ENSEMBLE LES 40 ANS DE PBI!

25 septembre 2021 – Lausanne
La Datcha – dès 16 h

4 décembre 2021 – Berne
Villa Bernau – dès 16 h



“ PBI est une organisation pacifique qui impressionne par son concept intelligent et courageux. Elle incite les volontaires, mais aussi les militant·e·s politiques et leurs opposant·e·s, à agir de manière éthiquement exigeante. ”

PETER ZEMP
MEMBRE DE PBI



*Avec un don, vous protégez les défenseuses
et défenseurs des droits humains.*

Merci !

Peace Brigades International Suisse
S'engager pour la paix et les droits humains

FAIRE UN DON :

IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6

Merci pour votre soutien !



**Votre don en
bonnes mains.**

Peace Brigades International
Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne, 031 372 44 44
Rue du Valais 9, 1202 Genf, 058 058 80 90
info@peacebrigades.ch

